



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution d'électricité et fourniture au tarif réglementé de vente - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT. A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 2 décembre 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Madame Michèle CASSAR, en date du 8 novembre 2022.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie (AODE) au niveau local.

Le service public concédé comprend :

- La distribution publique d'électricité réalisée à partir des réseaux en moyenne tension (HTA), postes de transformation HTA/BT, réseaux en basse tension BT, colonnes montantes, branchements individuels et dispositifs de comptage, qui sont la propriété de l'autorité concédante ;
- Et la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (TRV).

Il existe actuellement plusieurs concessions sur la Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe avec comme concessionnaire Enedis-EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-Lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier dont l'échéance a été prolongée jusqu'en juin 2022, ainsi que Pérols, ayant été renouvelés au cours de l'année 2022 en un unique nouveau contrat de concession ;
- Un service public en gestion directe avec des ouvrages de distribution exploités par la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML), sur les secteurs « *Les Hauts de Massane* » et « *Rue Thériaque* » de Montpellier ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie, avec comme concessionnaire Enedis-EDF (vingt communes + deux communes via le SIERNEM lui-même adhérent à Hérault Energie), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020 ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie avec comme concessionnaire CESML (deux communes), d'une durée de 30 ans et ayant pris effet au 1er juillet 2020.

Les concessions de distribution publique (Enedis et la CESML) et de fourniture d'électricité aux tarifs réglementés de vente (EDF et la CESML) sont particulières dans la mesure où Montpellier Méditerranée Métropole est face à des concessionnaires qui sont en situation de monopole régulé.

De plus, c'est la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) qui fixe les tarifs des services concédés (« tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité » di TURPE) et les « tarifs réglementés de vente » de l'électricité (TRV).

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre de clients de l'acheminement progresse de 2,3 % et s'élève à 235 795 clients en 2021 contre 230 483 en 2020. De même, le volume acheminé augmente de 5,8% et s'établit à 1635 GWh en 2021, contre 1541 GWh en 2020.

Le nombre de nouveaux raccordements est de 543 en 2021 contre 478 en 2020. Le nombre d'installations de production photovoltaïque raccordées au réseau public progresse de 12% avec 1650 installations photovoltaïques raccordées en 2021 contre 1452 installations en 2020.

Le déploiement du compteur numérique LINKY était prévu du 1er décembre 2015 au 1er juin 2019 avec un taux de réalisation de 96,8% à fin 2021 pour Montpellier.

Le réseau Haute Tension A (HTA) s'étend de 1,1% avec une longueur de 904 km à fin 2021, et composé à près de 97% de câbles souterrains. Il dispose d'une moyenne d'âge de 22,3 ans à fin 2021 soit +0,6 point par rapport à 2020. L'âge moyen des câbles souterrains d'ancienne technologie à isolation par papier imprégné d'huile (CPI) est de 48,9 ans pour les 61,6 km de linéaires restant à fin 2021 contre 62,8 km à fin 2020.

Le taux de renouvellement observé de 1,2% reste inférieur à la valeur théorique de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans.

Le réseau Basse Tension (BT) s'étend de 0,8% avec une longueur de 1543 km à fin 2021, enfoui à 80,1% (contre 79,8% à fin 2020) dont la moyenne d'âge est de 27,2 ans, hors linéaires non datés. L'âge moyen des réseaux aériens nus est de 47,7 ans à fin 2021.

Il subsiste notamment les linéaires BT souterrains d'anciennes technologies suivants : 80,6 km de câbles papiers CPI Cu-Al datés à fin 2021 contre 84,1 km à fin 2019 et 73,2 km de câbles synthétiques à neutre périphérique NP à fin 2021 contre 73,3 km à fin 2019.

Le taux de renouvellement observé de 0,8% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité (40 ans pour l'aérien nu et le souterrain, 50 ans pour le torsadé).

B/ Principaux moyens mis en œuvre

A la maille des concessions sur le périmètre métropolitain, les investissements s'élèvent à 13,6 M€ en 2021 hors investissements concernant les postes sources. Le déploiement des compteurs Linky représente 1,357 M€ (8,4% du total). La modernisation du réseau (41,7%) est la principale source d'investissement suivi de près par les raccordements (40,4%). Il est constaté une hausse des investissements de modernisation, passant de 3,8 M€ en 2020 à 5,3 M€ en 2021 (hors Linky), on note encore une baisse de l'ordre de 20% par rapport à l'année 2019, notamment du fait de la crise sanitaire.

Compte tenu du contexte sanitaire encore prégnant sur l'année 2021, EDF a annoncé le 1er novembre 2021 la fin des coupures d'alimentation en électricité des usagers en situation d'impayés à partir de 2022 au-delà de la trêve hivernale.

EDF accompagne dans ce cas les usagers en difficulté et applique selon les foyers une puissance minimale garantie de 3 kVA ou 1 kVA tout au long de l'année dans l'attente de la régularisation de la situation.

C/ La qualité du service public

Le temps de coupure global auprès des usagers du service s'apprécie à travers le critère B. Il est en très légère hausse en 2021 à 26,2 min. Les incidents sur le réseau HTA restent la principale cause des coupures subies par les usagers (8,9 minutes soit 53% de la durée de coupure pour incidents). Les incidents sur le réseau BT représentent 7,1 minutes de coupures par client basse tension en 2021.

Le nombre de coupures longues (> 3 min) pour incidents (120) est en baisse depuis trois années consécutives, après le pic exceptionnel de 2018. Toutefois, on observe une dégradation tendancielle depuis 2011 (> 20%) à mettre en corrélation avec le vieillissement des ouvrages.

La qualité de fourniture s'apprécie également avec la tenue de tension et l'évaluation théorique du nombre de clients mal alimentés, qui est en hausse à 357 clients en 2021 contre 294 clients en 2020 à la maille des 7 communes. La tension n'est pas établie à partir de mesures mais d'un calcul statistique réalisé par le gestionnaire du réseau de distribution à partir de la base de gestion des ouvrages (GDO).

D) La grille tarifaire

La CRE établit les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution pour 4 ans (TURPE), rémunération du coût de l'acheminement de l'électricité. C'est le principal revenu d'ENEDIS.

Le tarif n'est pas négocié au niveau du contrat, mais c'est un tarif unique pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation en électricité et les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé (péréquation tarifaire).

Le nouveau tarif d'utilisation des réseaux de distribution (TURPE 6 HTA-BT), adopté par délibération n°2021-13 de la CRE, qui s'applique à l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution, est entré en vigueur au 1er août 2021. Il s'inscrit dans la continuité du précédent tarif tout en répondant aux enjeux prioritaires : réduction des délais de raccordement au réseau, hausse des raccordements de production d'électricité d'origine renouvelable, développement de la mobilité électrique et de l'autoconsommation modifiant profondément les flux sur les réseaux de distribution, maîtrise des investissements tout en optimisant le coût global de fonctionnement du réseau, maintien de la qualité d'alimentation en fiabilisant la mesure du temps de coupure par l'intégration des remontées de données provenant des compteurs numériques.

Les ministres de l'énergie et de l'économie ont décidé le 28 janvier 2021 d'augmenter les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) du fait de : la hausse du coût d'approvisionnement en énergie et en garanties de capacité (+0,7% TTC et +1,5% TTC), l'évolution des coûts de commercialisation d'EDF due aux effets de la crise sanitaire du Covid-19 (-0,2% TTC en résidentiel et +0,9% TTC en non résidentiel), du rattrapage de l'écart entre coûts et tarifs au titre des exercices 2019 et 2020 principalement dû aux effets de la crise sanitaire et à la hausse des impayés (+0,5% TTC).

Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, seuls les clients résidentiels, les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation, ainsi que les clients non résidentiels qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilans annuels n'excédant pas 2 millions d'euros, sont éligibles aux TRV.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter, le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont en grande majorité issues de clés de répartition.

Si la plupart des clefs sont simples (ex : nombre de clients, kWh distribués), celles afférentes aux importantes rubriques du personnel et du matériel (un quart du total hors réseau amont) sont composites, mêlant investissement, longueur de réseau et nombre de clients.

Le résultat comptable à la maille de la concession métropolitaine s'élève à 12,9 M€ en 2021 contre 15,1 M€ en 2020. La concession métropolitaine contribue à la péréquation tarifaire à la hauteur de 3,8 M€ en 2021 contre 9 M€ en 2020. Le résultat régulé, après contribution à l'équilibre, s'établit à 9,1 M€ en 2021 contre 6,1 M€ en 2020, soit 11,9% du chiffre d'affaires pour l'année 2021.

Le chiffre d'affaires est en hausse de +6,5% et s'élève à 76,4 M€. Il se compose notamment des produits d'acheminement en forte hausse de 6,8% en 2021 par rapport à 2020 à 70,3 M€ du fait des hausses du tarif d'acheminement et de la rigueur climatique, ainsi que des contributions aux raccordements en légère baisse à 5,1 M€- en 2021 contre 5,7 M en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles retrouvent un niveau un peu supérieur à 2019 à 74,7 M€ à la maille de la concession métropolitaine.

Le premier poste de charges est l'accès au réseau de transport RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Une partie du chiffre d'affaires d'Enedis (environ 23,4%) ne fait donc que transiter par ses comptes et est issue d'une affectation par clef à la concession (consommations).

Le poste de dotations aux provisions, aux amortissements des ouvrages, aux provisions pour charges liées aux pensions, et aux risques et litiges, s'élève également à hauteur de 18,1 M€.

Les autres consommations externes représentent 11,6 M€ soit près de 16 % du total des charges; les charges de personnel s'élèvent à 8,4 M€, et sont en hausse de 5,6%. La redevance de la concession, au bénéfice de la Métropole, s'élève à 76 K€, soit 0,01% du chiffres d'affaires.

Deux textes, pris dans le sillage de la Loi Transition Énergétique pour une Croissance Verte de 2015, encadrent le contenu des informations comptables et financières qu'Enedis doit remettre aux concédants :

- Le décret 2016-496 du 21 avril 2016 traite du contenu des rapports annuels à la Collectivité ;
- L'arrêté NOR TRER2004607A du 10 février 2020 traite du contenu des fichiers d'inventaire.

Une convention de données a été signée entre la Métropole et Enedis le 30 septembre 2020 prévoyant la remise des informations détaillées.

Compte tenu de l'utilisation intensive de clés de répartition et des évolutions comptables relatives aux moyens mis en œuvre à l'échelle nationale, les comptes d'exploitation de la concession de la Métropole n'apparaissent pas comme, un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire.

IV) Perspectives

Après des négociations conduites en 2021 et 2022, Montpellier Méditerranée Métropole, Enedis et EDF ont signé le nouveau contrat de concession de la distribution publique d'électricité regroupant les 7 communes en gestion directe, pour une durée de 25 ans. Signé le 11 juillet 2022, le contrat est effectif depuis le 3 août 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport annuel du délégataire des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis et EDF au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20221206-209755-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.